

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule risques accidentels et risques chroniques

Albi, le 15/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



FIN'TECH INDUSTRIE

38, rue Philippe Lebon
ZI de Jarlard
81000 ALBI

Références : 81-CRARC-2022-48

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 1er juin 2022 dans l'établissement FIN'TECH INDUSTRIE implanté 38, rue Philippe Lebon ZI de Jarlard sur le territoire de la commune d'Albi (81000). L'inspection a été annoncée le 22 avril 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre de l'action nationale 2022 relative au risque incendie dans les ateliers de traitement de surface prévue par l'instruction du ministère de la transition écologique en date du 22 décembre 2021.

Cette action, dédiée aux installations soumises à autorisation ou à enregistrement sous les rubriques 2564, 2565 et 3260, porte principalement sur la conformité des installations aux mesures relatives à la prévention des incendies et de leur propagation : vérification des installations électriques, de la détection incendie, des moyens de lutte et du confinement des eaux incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FIN'TECH INDUSTRIE
- 38, rue Philippe Lebon ZI de Jarlard 81000 ALBI
- Code AIOT dans GUN : 0006803705
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société FIN'TECH INDUSTRIE appartient au groupe MH INDUSTRIES qui dispose de 6 filiales dont 5 implantées en France et 1 en Espagne, à savoir :

- société MH Espagne implantée à Bilbao, fournisseur de moules pour la fonderie DIACE
- société DIACE implantée à Vayrac (46), fonderie
- société TL 21 implantée à Couchey (21), spécialisée dans l'application de peinture poudre en thermolaquage
- société META INDUSTRIE implantée à Malemort (19), spécialisée en tôlerie/chaudronnerie
- société META LASER implantée à Saint-Cyr (87), spécialisée dans la découpe laser,
- société FIN'TECH INDUSTRIE à Albi.

Historiquement, la société DIACE a été créée par Jean-Paul Hede en 1977 - son fils Matthieu Hede lui a succédé en 2011. Depuis, Matthieu Hede a structuré la société et a créé le groupe FMH en 2015, désormais renommé MH INDUSTRIES. Une synergie importante existe entre les différentes implantations.

FIN'TECH INDUSTRIE exploite un atelier de traitement de surface sur pièces diverses (activité 2565), des installations d'application de peinture liquide ou poudre (activité 2940) ainsi qu'un four à pyrolyse (activité 2566) permettant le décapage de pièces. L'activité de l'entreprise est principalement une activité de sous-traitance pour le bâtiment, l'aéronautique, le ferroviaire, l'industrie, le médical et l'armée. Elle emploie environ 110 salariés sur le site, dont 10 intérimaires.

Elle bénéficie à ce titre de l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 10 décembre 2007 modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 6 mai 2013 et du 16 avril 2021.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- risque incendie dans les ateliers de traitement de surface ;
- respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 4 mars 2021 ;
- les suites de l'inspection du 12 janvier 2021.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Systèmes de détection automatique incendie	Arrêté ministériel du 09/04/2019, article 19 Arrêté préfectoral du 10/12/2007, article 6.3.4	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Eclairage	Arrêté ministériel du 09/04/2019, article 17	/	Sans objet
Consignes d'exploitation	Arrêté ministériel du 09/04/2019, article 22-II	/	Sans objet
Matériel de lutte contre l'incendie	Arrêté préfectoral du 10/12/2007, article 6.5.2	/	Sans objet
Protection contre la foudre	Arrêté ministériel du 04/10/2010, article 18	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Recensement des parties à risques	Arrêté ministériel du 09/04/2019, article 10	/	Sans objet
Moyens de lutte incendie – moyen d’alerte	Arrêté ministériel du 09/04/2019, article 14 - a	/	Sans objet
Moyens de lutte incendie – extincteurs	Arrêté ministériel du 09/04/2019, article 14 - b	/	Sans objet
Vérification des moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté ministériel du 09/04/2019, article 14 - e	/	Sans objet
Installations électriques et chauffage	Arrêté ministériel du 09/04/2019, article 17	/	Sans objet
Installations électriques – chauffage des bains	Arrêté ministériel du 09/04/2019, article 54	/	Sans objet
Chauffage des bains	Arrêté préfectoral du 10/12/2007, article 2.5.4	/	Sans objet
Confinement des eaux incendie – dimensionnement	Arrêté préfectoral du 10/12/2007, article 6.5.2	/	Sans objet
Rétentions	AP de mise en demeure du 04/03/2021 article 1er	Mise en demeure	Délai de mise en conformité : 30 avril 2021
Pollution atmosphérique - installation de traitement	AP de mise en demeure du 04/03/2021 article 2	Mise en demeure	Délai de mise en conformité : 30 avril 2021
Rejets gazeux	AP de mise en demeure du 04/03/2021 article 3	Mise en demeure	Délai de mise en conformité : 31 octobre 2021

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant le résultat de la visite, une non-conformité, quatre faits susceptibles de mise en demeure ou de sanction et une prescription inadaptée ont été relevés. Lors de la réunion de clôture de l’inspection, l’exploitant a été informé des suites administratives susceptibles d’être données.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Recensement des parties à risques

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 09/04/2019, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Locaux à risques
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisés, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Les parties de l'installation concernées par l'emploi ou le stockage de substances ou mélanges inflammables ou à mention de danger H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370 ou H372 tels que définis à l'article 2 sont systématiquement à considérer dans ce recensement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées un plan tenu à jour de l'ensemble des cuves de l'installation précisant pour chacune d'elle ses caractéristiques techniques et chimiques (volume maximum, pH, nom, utilité, concentration, composition, etc.).
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a remis un plan de localisation des zones à risques d'explosion : ce risque est identifié dans 12 zones de l'établissement. Par courrier électronique en date du 3 juin 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un plan de localisation des zones à risques d'incendie : ce risque est identifié dans 11 zones de l'établissement. Sous 15 jours, l'exploitant confirmera à l'inspection des installations classées que des produits ou des substances à mention de danger H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370 ou H372 (toxiques pour la santé humaine) ne sont ni employés, ni stockés au sein de l'établissement, notamment au regard de la présence et de l'utilisation d'acides fluorhydrique et nitrique. Dans le cas contraire, le plan de localisation des zones à risques sera mis à jour et transmis à l'inspection des installations classées. Lors de l'inspection, l'exploitant a remis un plan à jour de l'ensemble des cuves de l'installation de traitement de surface précisant pour chacune d'elle ses caractéristiques techniques et chimiques.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte incendie – moyen d'alerte

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 09/04/2019, article 14 - a
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : a) D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
Constats : L'exploitant dispose des moyens de communication adaptés pour contacter le SDIS.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte incendie – extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 09/04/2019, article 14 - b
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte
Prescription contrôlée : b) D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.
Constats : Lors de la visite terrain, il a été constaté la présence d'extincteurs sur l'ensemble des ateliers et notamment à proximité des accès. Par sondage, il a été constaté que leur contrôle était bien réalisé à fréquence réglementaire. L'ensemble du personnel est formé à la manipulation des extincteurs.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Vérification des moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 09/04/2019, article 14 - e
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie : vérification
Prescription contrôlée : e) Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres, aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.
Constats : Les activités de traitement de surface sont toujours maintenues hors gel, il n'y a donc aucune incompatibilité avec le bon fonctionnement des moyens de lutte contre l'incendie. Les moyens de lutte contre l'incendie (extincteurs eau - poudre - CO2) sont vérifiés au mois une fois par an ; la dernière vérification a été effectuée les 12, 13 et 14 avril 2021. L'établissement n'est pas équipé d'un dispositif d'extinction automatique ou de robinets d'incendie armés (RIA).
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Systèmes de détection automatique incendie – liste et dimensionnement

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 09/04/2019, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes de détection automatique
Prescription contrôlée : Un dispositif de détection d'incendie, dont l'objectif est notamment de prévenir les occupants pour qu'ils évacuent les lieux, est installé dans les locaux concernés en application des articles 11 et 14. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il organise à fréquence annuelle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'établissement n'est pas équipé de dispositifs de détection automatique incendie. Lors de l'inspection, l'exploitant a sollicité un délai de mise en conformité allant jusqu'au 31 décembre 2022 afin : <ul style="list-style-type: none">- d'une part, d'établir le cahier des charges et d'engager les consultations nécessaires permettant de choisir le prestataire retenu ;- d'autre part, de réaliser les travaux durant la période de fermeture annuelle de l'établissement prévue fin décembre 2022.
Observations :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 09/04/2019, article 22-II
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : Les opérations de conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien, etc.) et celles comportant des manipulations dangereuses font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment : <ul style="list-style-type: none">- la liste des vérifications à effectuer avant remise en marche de l'installation après une suspension prolongée d'activité ;- la fréquence de vérification des dispositifs contribuant directement à la sécurité des installations ou à la protection de l'environnement ;- la limitation dans l'atelier de fabrication de la quantité de matières dangereuses ou combustibles nécessaires pour permettre au maximum le fonctionnement de l'installation pour une production journalière ;- la vérification périodique prévoit le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, (thermoplongeurs, rétentions, canalisations, etc.) Les modalités de contrôle des paramètres de fonctionnement sont définies par un préposé dûment formé. <p>Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : Les vérifications annuelles des sondes de niveau, de température, d'alarme point bas sur les capacités de rétention, effectuées par le responsable maintenance, ne sont pas consignées dans un document prévu à cet effet.
La fréquence de vérification de ces dispositifs et les modalités de contrôle des paramètres de fonctionnement devront faire l'objet de procédures écrites de la part de l'exploitant.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations électriques – chauffage des bains

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 09/04/2019, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : [...] Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage. Ces dispositifs sont régulièrement contrôlés et systématiquement après tout arrêt prolongé d'activité. [...]
Constats : L'établissement dispose de 6 bains chauffés : bain de dégraissage 1, bain de dégraissage 2, bain de soude, bain de DEOX, bain de SURTEC 650 et bain de décapage acide (extérieur). Tous ces bains sont équipés d'une sonde de niveau permettant d'arrêter automatiquement le fonctionnement des résistances électriques en cas de baisse de liquide. L'exploitant indique que les sondes de niveau sont vérifiées une fois par an, lors de l'arrêt d'annuel programmé en période estivale (août). Le responsable maintenance est chargé de ces opérations de vérification.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Chauffage des bains

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 10/12/2007, article 2.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques incendie
Prescription contrôlée : Les échangeurs de chaleur de bains sont en matériaux capables de résister à l'action chimique des bains. Les résistances éventuelles (bains actifs) sont protégées mécaniquement.
Constats : Les bains chauffés ne sont pas équipés d'échangeurs de chaleur mais de résistances électriques. Ces dernières sont abritées des éventuels chocs mécaniques à l'aide d'un fourreau de protection extérieur métallique.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Système d'alarme et de mise en sécurité

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 10/12/2007, article 6.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques incendie
Prescription contrôlée : Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé publique doivent être munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de fabrication de tout incident. Chaque installation doit pouvoir être arrêtée en urgence et mise en sécurité par des dispositifs indépendants de son système de conduite.
Constats : L'établissement n'est pas équipé de système de détection - ce point fait l'objet d'une non-conformité traitée dans une fiche de constat spécifique. Un système d'alarme est installé au sein de l'établissement. Il se compose de 7 déclencheurs manuels situés à proximité des issues de secours, actionnant une sirène sonore permettant d'avertir le personnel. Deux exercices incendie sont réalisés annuellement, le dernier en date du 17 novembre 2021. Deux boutons d'arrêt d'urgence sont présents sur site et permettent de stopper l'alimentation générale en gaz et en électricité des installations.
Observations :
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Matériel de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 10/12/2007, article 6.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques incendie
Prescription contrôlée : L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. L'établissement doit disposer au moins : <ul style="list-style-type: none">• d'extincteurs à eau pulvérisée (ou équivalent) permettant d'assurer une capacité d'extinction égale ou supérieure à celle d'un appareil 21 A pour 250 m² de superficie à protéger (minimum de deux appareils par atelier, magasin, entrepôt...),• d'extincteurs à anhydride carbonique (ou équivalent) près des tableaux et machines électriques,• d'extincteurs à poudre (ou équivalent), type 55 b près des installations de liquides et gaz inflammables ;• d'un plan schématique pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers. Il devra représenter au minimum tous les bâtiments, toutes les voies engins et comporter la localisation des hydrants, des locaux à risques particuliers, des dispositifs et commandes de sécurité, des organes de coupure des fluides et des sources d'énergie, et les moyens d'extinction fixes et d'alarme ;• signaler les organes de coupure des différentes sources d'énergie (électricité, gaz) par des plaques indicatrices de manœuvre, clairement identifiées. Ces organes de coupure doivent être manœuvrables à partir d'un endroit accessible en permanence par les services de secours ;• d'une ou de plusieurs réserves de sables secs avec pelles, en quantité adaptée, sans jamais être inférieure à 400 litres. Les extincteurs sont placés en des endroits signalés et rapidement accessibles en toutes circonstances.
Constats : Selon le dernier rapport de vérification des extincteurs, le site dispose de : <ul style="list-style-type: none">• 38 extincteurs poudre ;• 22 extincteurs eau ;• 16 extincteurs CO2. L'exploitant a remis à l'inspection des installations classées le plan schématique d'intervention permettant de faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers. En revanche, les organes de coupure d'alimentation générale en électricité ne sont pas signalés par des plaques indicatrices de manœuvre, clairement identifiées et l'établissement ne dispose pas de réserves de sable sec avec pelles, en quantité adaptée.
Observations : L'exploitant justifiera la conformité des installations.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Confinement des eaux incendie – dimensionnement

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 10/12/2007, article 6.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, estimées à 240 m ³ , sont collectées grâce à un bassin de confinement conforme à la règle D9A éditée par la Direction de la Défense et de la Sécurité Civiles, le Centre National de Prévention et de Protection et la Fédération Française des Sociétés d'Assurances, où un autre dispositif équivalent (parkings, réseaux d'eau, bâtiment sur rétention ...). Elles ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce dispositif doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances. L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées le calcul du volume du dispositif.
Constats : L'établissement ne dispose pas de dispositif de confinement permettant de recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction. Cependant et suite au rachat d'un bâtiment et de la parcelle attenante en 2017, les besoins en eau d'extinction incendie doivent être réévalués. Par courrier électronique en date du 1er mars 2021, le service départemental d'incendie et de secours estimait ces besoins à 270 m ³ /h sur 2 heures, soit un volume d'eau à confiner de 540 m ³ .
Observations : Suite à l'extension géographique des installations de la société FIN'TECH INDUSTRIE intervenue en 2017, les prescriptions de l'article 6.5.2. de l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2007 prévoyant un dispositif de confinement des eaux d'extinction incendie d'un volume de 240 m ³ ne sont pas adaptées à la situation actuelle. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint au présent rapport visant : 1) sous 4 mois, la réalisation d'une étude technico-économique permettant de : <ol style="list-style-type: none">dimensionner les besoins en eaux d'extinction incendie en tenant compte de la présence des différents bâtiments et des éventuelles séparations de type mur coup-feu 2h entre les bâtiments anciens/nouveaux. Ces besoins sont évalués sur la base du guide pratique d'appui au dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie, appelé guide pratique D9 (édition juin 2020). Cette étude permet d'affiner et d'ajuster, si nécessaire, les besoins en eau au regard de la situation réelle du site et des agrandissements/extensions envisagées à court terme ;déterminer le dimensionnement du dispositif de confinement des eaux d'extinction incendie sur la base du guide pratique de dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction, appelé guide pratique D9A (édition juin 2020) ;déterminer le positionnement du dispositif de confinement des eaux d'extinction incendie en tenant compte du relief du terrain ;déterminer le coût lié aux travaux de réalisation du dispositif de confinement des eaux d'extinction incendie. Cette étude comportera un échéancier prévisionnel des travaux à réaliser ainsi qu'un ou plusieurs plans de situation de l'ensemble du site permettant d'identifier : <ul style="list-style-type: none">les limites de propriété ;l'implantation des bâtiments ;l'implantation du dispositif de confinement des eaux d'extinction incendie ;les cotes NGF du terrain ;le tracé des différents systèmes de cheminement des eaux d'extinction incendie vers le dispositif de confinement (canalisations, caniveaux, etc.). Cette étude technico-économique sera transmise à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais. 2) avant le 31 décembre 2023, la réalisation du dispositif de confinement des eaux d'extinction.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires

Nom du point de contrôle : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 04/10/2010, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
Prescription contrôlée : Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1er septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences. Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.
Constats : Suite au rapport de contrôle en date du 27 novembre 2019 établi par un organisme compétent, l'exploitant a réalisé une analyse du risque foudre (ARF) le 8 février 2021. L'ARF met en évidence une protection insuffisante du bâtiment principal et de l'extension nécessitant la production d'une étude technique foudre. Cette étude a été réalisée le 25 mai 2021 puis complétée le 15 décembre 2021. Des travaux de mise en conformité doivent être réalisés sur les installations existantes. A ce stade, l'exploitant dispose de deux devis pour un montant d'environ 25 000 € TTC. L'exploitant estime que ces travaux de mise en conformité pourront être achevés au 31 décembre 2022.
Observations : L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le devis signé accompagné d'un échéancier de mise en conformité.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rétentions

Référence réglementaire : AP de mise en demeure du 04/03/2021, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions
Prescription contrôlée : La société FIN'TECH INDUSTRIE, située 38 – rue Philippe Lebon à Albi, est mise en demeure de respecter avant le 30 avril 2021 les dispositions de l'article 2.5.4. de l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2007 stipulent notamment : « Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux. »
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté la mise en place et le bon fonctionnement d'une alarme en point bas positionnée à l'intérieur de la capacité de rétention dédiée au bain de décapage acide chauffé, situé à l'extérieur des bâtiments, sous abri. L'exploitant veillera à maintenir cette rétention exempte de tout liquide.
Observations : Cette prescription étant désormais respectée, un projet d'arrêté préfectoral portant levée de la mise en demeure est joint au présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Pollution atmosphérique - installation de traitement

Référence réglementaire : AP de mise en demeure du 04/03/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution atmosphérique - installation de traitement
Prescription contrôlée : La société FIN'TECH INDUSTRIE, située 38 – rue Philippe Lebon à Albi, est mise en demeure de respecter avant le 30 avril 2021 les dispositions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 mai 2013 qui stipulent notamment : « Les rejets sont contrôlés par un organisme agréé par le ministère chargé de l'écologie au minimum une fois par an, sauf le four à pyrolyse pour lequel la fréquence est d'une fois tous les deux ans. »
Constats : L'exploitant a remis le rapport d'essai n° 11802859-001-1 version 1 en date du 24 mars 2021 relatif aux résultats d'analyses des rejets atmosphériques de l'installation. Ce rapport met en évidence le respect des valeurs limites de rejets sur les différents exutoires sauf au niveau de l'atelier préparation peinture où une concentration en COV de 114,5 mg/Nm3 dépasse le seuil autorisé à 110 mg/Nm3. L'exploitant justifiera les raisons de ce dépassement et expliquera les mesures prises pour y remédier.
Observations : Cette prescription étant désormais respectée, un projet d'arrêté préfectoral portant levée de la mise en demeure est joint au présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rejets gazeux

Référence réglementaire : AP de mise en demeure du 04/03/2021, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets gazeux
Prescription contrôlée : La société FIN'TECH INDUSTRIE, située 38 – rue Philippe Lebon à Albi, est mise en demeure de respecter avant le 31 octobre 2021 les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 mai 2013 susvisé qui stipulent notamment : « Les émissions atmosphériques (gaz, solvants, vapeurs, vésicules, particules) émises au-dessus des bains et cuves de traitement doivent être captées au mieux et épurées, si nécessaire, avant rejet à l'atmosphère afin de respecter les valeurs limites définies à l'annexe 1. »
Constats : Le bain de décapage acide chauffé situé à l'extérieur des bâtiments, sous abri, est équipé d'un dispositif d'aspiration des émissions atmosphériques depuis la fin de mois de décembre 2021.
Observations : Cette prescription étant désormais respectée, un projet d'arrêté préfectoral portant levée de la mise en demeure est joint au présent rapport. L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les résultats des prochaines analyses effectuées au cours de l'année 2022 sur l'ensemble des points de rejets afin de s'assurer du respect des valeurs limites en concentration fixées à l'article 57 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet